

Article (Lundi 17 juillet 2006)

## UNIVERSITE D'ETE DE L'INSTITUT NATIONAL DEMOCRATIQUE

### **La nécessaire présence des femmes en politique**

L'institut national démocratique pour les affaires internationales (NDI) en collaboration avec le centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (CIDDEF) ont procédé hier à l'hôtel Mazafran à l'ouverture officielle de l'université d'été qui se déroulera du 16 au 21 juillet autour du thème "lancer votre campagne pour les élections de 2007". Cette rencontre est destinée principalement à une soixantaine de militantes, cadres et élues des partis politiques algériens, elle sera animée par des experts nationaux et internationaux. Cette ouverture s'est effectuée en présence de membres du parlement, de responsables et de militants des partis politiques et de diplomates.

Julie Denham, directrice du NDI, est la première à prendre la parole pour situer les objectifs de cette activité, aider les partis politiques à identifier de futurs leaders disposant de toutes les compétences nécessaires pour devenir de futurs candidats et préparer ces derniers à organiser des campagnes électorales mobilisatrices. Le NDI, institution américaine créée par le parti démocrate pour aidée à l'émergence et à la promotion de la démocratie dans le monde, est surtout sensible à une participation des femmes plus marquée au sein des structures politiques, d'où la focalisation de cette université d'été sur la candidature électorale féminine. Nadia Aït Zaï, responsable du CID-DEF et qui coopère avec le NDI depuis trois ans, a déclaré axer également son intérêt sur la femme politique du fait de sa très faible représentation dans la politique algérienne. Une étude engagée par cet organisme a démontré que le sénat compte 3% de femmes et 6% à l'assemblée.

" Cette situation est injuste par rapport au rôle joué par les Algériennes dans la société et dans la préservation de l'Etat républicain ", a relevé Mme Aït Zaï. Elle a annoncé que le CIDDEF a rédigé un mémorandum en direction du Président lui enjoignant de constituer un seuil minimum de 30% de représentation féminine dans les structures politiques. " C'est le seul moyen de faire avancer la problématique de la présence des femmes en politique. Cela a marché ailleurs dans le monde notamment dans des pays africains. Pourquoi pas chez nous ? Mais il faut que les partis politiques jouent le jeu ". Les ambassades américaine et canadienne qui ont collaboré à l'organisation de cette rencontre, étaient représentées respectivement par Marc J. Sievers, chargé d'affaires, et Robert Pecke, chef de mission. Les diplomates ont axé sur les changements qui s'opèrent en Algérie et sur la place de plus en plus émergente des femmes dans la vie publique. « Une participation plus importante des femmes dans la politique est essentielle dans la constitution d'une institution démocratique », a souligné M. Sievers qui a affirmé que le programme de NDI est très soutenu par Washington. Parmi les partis politiques présents, le représentant du MSP était le premier à prendre la parole pour affirmer que le MSP encourageait la présence féminine dans les structures de sa formation et que 30% de son conseil consultatif était constitué de femmes. Il s'est, en revanche, déclaré opposer au système de quotas. M. Bounekraf, membre de l'instance exécutive du FLN, a affirmé que son parti travaillait à rendre naturelle la présence des femmes à tous les niveaux du parti. " Nous procédons actuellement au renouvellement des kamas, beaucoup de femmes ont été élues responsables de ces cellules, ou sont en passe de l'être. Dire que s'est une chose aisée, c'est aller vite en besogne. Nous évoluons dans un contexte socio-culturel conservateur lourd. Cela implique que des actions réfléchies et méthodiques soient menées. Grace à quoi nous arrivons à des résultats encourageants ". Le représentant du FLN a appelé les formations démocratiques qui soutiennent le combat des femmes à unir leurs efforts pour réaliser une meilleure participation féminine en politique.

Saïd Sadi du RCD qui lui a succédé dans la prise de parole poursuit également cet objectif d'une nécessaire union des démocrates. Il a souligné qu'il s'agit là " d'un problème qui détermine le destin d'une nation ". Mais qu'il nous appartient d'apprendre à identifier les causes endogènes qui handicapent notre développement et que "assurer la promotion de la femme est une exigence éthique et politique ". Fatima –Zohra Mansouri, membre du RND, a assuré que cette cause est prise en compte par son parti qui exige q'un candidat sur cinq soit une femme. " Nous oeuvrons pour la parité, en attendant la politique des quotas qui est nécessaire car la société est conservatrice ". Djoudi Mammeri, sénateur du FFS et ex – premier secrétaire, a mis l'accent sur la lenteur que prend l'acceptation des femmes en politique du fait que "c'est une question tabou depuis des siècles car elle concerne la prise du pouvoir. Les pays qui avancent sont ceux qui mettent en œuvre tous les moyens pour créer des espaces de participation à leur développement ". Enfin, M. Samari du FNA a également axé sur la nécessaire présence féminine en politique pour construire une nation.